

Cycle de conférences-débats 2006-2007

"Regards internationaux croisés sur l'Ile-de-France"

COMPTE-RENDU

**Conférence 5 : La gouvernance de Londres, New York et Tokyo :
Des références pour la métropole parisienne**

Invités : **Paul Kantor**, Professeur à Fordham University, New York

Andy Thornley, Professeur à London School of Economics, Londres

Motoki Toriumi, Tokyo Metropolitan University, Tokyo

Conférence du 11 juin 2007,
Ecole Nationale des Ponts et Chaussées,
Paris 6^{ème} arrondissement

Environ 80 personnes se sont réunies à l'amphithéâtre Caquot du site parisien de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées le lundi 11 juin 2007. La conférence-débat s'est ouverte par une présentation de Patrick Terroir qui rappelle l'intérêt porté par l'Agence de Développement Val-de-Marne pour la réflexion sur la gouvernance des espaces métropolitains. Il rappelle que d'après M. Porter, les territoires ont toute leur place à jouer dans la compétition économique et que, comme l'indique P. Kantor, la Cité n'est pas désarmée face à la mondialisation. Il s'est réjoui en conclusion de co-organiser avec le Latts cette dernière conférence du cycle 2006-2007.

Christian Lefèvre a introduit la séance en rappelant que l'Île-de-France est à un tournant de son histoire : de nombreuses initiatives politiques à l'image de la Conférence métropolitaine interrogent sa gouvernance; le rôle de la Région Ile-de-France et dans une mesure qui reste à clarifier, du Grand Paris, est posé. Dans ce contexte, la dernière conférence-débat interroge le mode de fonctionnement de trois grandes régions métropolitaines (Londres, New York et Tokyo). Un premier état des lieux réalisé dans le cadre d'une étude pour l'agence de développement du Val-de-Marne interroge i) les relations au sein des métropoles entre les territoires administratifs et institutionnels existant, en particulier en matière de stratégies de développement, ii) les principaux acteurs politiques en matière de financement, iii) le rôle et la place des acteurs privés dans la structure de la métropole, iv) les relations entre les acteurs économiques et politiques, et puis finalement v) les modalités de gouvernance dans l'élaboration des stratégies de développement.

Pour discuter des résultats de cette étude, il a été décidé de faire intervenir des spécialistes de ces questions : Paul Kantor s'est intéressé aux marges de manœuvre des villes face à la mondialisation, Andy Thornley a rédigé un ouvrage sur la planification des villes globales et enfin Motoki Toriumi a travaillé sur la question de la gouvernance de Tokyo dans le cadre de travaux portant sur le paysage. La séance est organisée autour de quatre questions qui ont paru pertinentes par rapport à la situation francilienne. A chaque question, les intervenants s'expriment avant d'engager un dialogue avec la salle.

1) Table-ronde : 4 questions au crible de 3 régions métropolitaines internationales

Question 1 : Le système de gouvernance de chacune est métropoles est complexe. Pensez-vous que malgré cette complexité apparente, une cohérence globale se dégage ? Et comment l'expliquez-vous ? Par des structures ? des modes de fonctionnement ? Autre chose ?

Paul Kantor (sur le cas de New York) :

New York semble dans une situation chaotique : on dénombre pas moins de 2 000 institutions de gouvernement des écoles aux municipalités. Vu d'avion, l'enchevêtrement des frontières administratives devrait faire que rien ne marche, que la région ne fonctionne pas, ni d'un point de vue économique, ni social. Pourtant, la région de New York fonctionne de manière relativement cohérente, la main-d'œuvre est constituée d'au moins 40 % de résidents des banlieues environnantes et les millions de litres d'eau nécessaire à la ville sont parfaitement livrés aux populations. L'arène politique digne d'un

Frankenstein institutionnel est structurée comme un ensemble par au moins trois facteurs. Tout d'abord, il y a la concurrence économique et politique : les multiples institutions ("*governments*") de la région de New York doivent se débrouiller par leurs propres moyens pour obtenir les ressources qui alimentent leurs budgets. Elles sont en concurrence les unes avec les autres et s'efforcent d'attirer des familles et des entreprises capables de payer les taxes locales. Il en résulte une région qui fonctionne plus ou moins comme un marché politique dans lesquels les différentes institutions locales sont en concurrence et cherchent à être attractives. C'est bien sûr une source de division et de fragmentation mais dans le même cela tend à produire une certaine cohésion des politiques. La région est dans l'ensemble fortement hétérogène en termes de revenus. Il en résulte une politique publique de fait. La plupart des foyers pauvres sont situés dans le centre alors que les autres ménages sont localisés dans des banlieues qui bénéficient de meilleurs services publics. Une seconde source de cohésion politique provient de gouvernements locaux qui poursuivent des politiques identiques. La Ville de New York, c'est un budget de 60 milliards de dollars qui a un effet tout simplement énorme sur le reste de la région métropolitaine sans avoir à en assumer la responsabilité politique. La municipalité est en situation de force pour faire avancer ses objectifs prioritaires. C'est le cas par exemple de la politique de partenariats développés dans la moitié nord de la région qui a permis à la ville de New York de ne pas avoir à filtrer des réservoirs d'eau situés à plus de 300 kms de là. La ville a en effet entrepris une politique d'acquisition de terrains critiques dans les banlieues et les montagnes environnantes, protégeant ainsi les sources et assurant la qualité des eaux consommés par les New Yorkais. Le troisième facteur de cohésion régionale tient au rôle particulièrement fort de l'Etat qui impose ses politiques là où les niveaux administratifs inférieurs ne sont pas compétents. On trouve de nombreuses agences étatiques ou assimilées qui s'occupent de la gestion des transports, des routes, des trains de banlieue, etc.

Andy Thornley (sur le cas de Londres) :

Londres est un contraste saisissant pour New York à bien des égards. La création en 1999 de la Greater London Authority (GLA) n'a finalement que 7 ans et résulte du London Government Act. Selon cette loi, l'objectif assigné à la GLA est de développer le London Plan, qui est une stratégie de coordination des politiques locales à l'échelle métropolitaine.

Une autre forme de coordination de la complexité métropolitaine tient aux efforts réalisés en la matière entre les différents niveaux de gouvernement, en particulier entre les politiques stratégiques nationales, le plan métropolitain et les 32 autres autorités locales qui rédigent leur propre plan. La coordination tient au fait que tous ces documents sont liés par la loi. La politique de coordination métropolitaine a été mise en place et

fonctionne plutôt bien désormais. La coordination est plus simple dans certains secteurs, en particulier dans ceux dans lesquels les pouvoirs publics ont un poids encore important, comme dans le domaine des transports par exemple. Dès lors qu'il y a un argument financier en plus, par exemple si la GLA engage des investissements, alors la coordination n'est pas mauvaise. La situation est plus difficile quand les acteurs économiques ou les ménages sont impliqués.

Pour ce qui est de la coordination entre les différents niveaux de gouvernement, les liens légaux qui unissent les différents documents tend à fonctionner comme une régulation quasi-automatique. Cependant, au niveau des acteurs, et non plus des plans, la coordination reste pauvre, notamment entre les fonctionnaires et les élus. A Londres la coordination est donc réalisée essentiellement à travers les structures et non pas grâce à des relations heureuses entre les acteurs.

Motoki Toriumi (sur le cas de Tokyo) :

Dans la région de Tokyo, la capacité à fournir une cohérence d'ensemble à l'action publique tient à la fois au domaine, au niveau concerné et aux des acteurs politiques. Il n'y a donc pas de réponse simple à cette première question. Dans certains domaines, l'on observe une bonne coordination entre les deux niveaux du gouvernement métropolitain et de l'Etat. En matière d'urbanisme par exemple, il existe une agence dite de Renaissance urbaine dans laquelle on trouve des représentants du gouvernement métropolitain de Tokyo comme du gouvernement central. Dans d'autres domaines, et à d'autres niveaux, cela ne fonctionne pas aussi bien. C'est particulièrement vrai des relations entre des gouvernements locaux dont la couleur politique, de droite ou de gauche, est à l'origine de conflits redoutables. Il y a notamment des conflits autour des enjeux paysagers rythmés par l'émergence de contestations de certains choix. Ceci limite la cohérence globale de la gouvernance de la région métropolitaine.

Question 2 : Dans ces trois métropoles émergent trois figures politiques, trois maires qui apparaissent comme des leaders "charismatiques" qui portent une vision stratégique de la métropole. Quelle est l'importance du leadership politique dans le pilotage des métropoles ?

Paul Kantor (New York) :

R. Giuliani n'est plus aussi populaire aujourd'hui que lorsqu'il été maire de New York. M. Bloomberg est charismatique en ce qu'il est très visible et puissant. Il contrôle directement un nombre d'emplois important et dispose d'un budget très large. En ce sens, le maire de New Yor est puissant et peut se projeter au-delà des limites de sa

municipalité, en regardant la région dans son ensemble, et on le sait plus loin encore au niveau national. Récemment, c'est lui qui en s'inspirant de la politique du maire de Londres a été à l'initiative spectaculaire de proposer un péage urbain - qui affectera le fonctionnement de toute la région - afin d'améliorer la qualité de l'air. Ce coup d'éclat est bien sûr limité par le fait que le maire de la ville a finalement peu de leviers à sa disposition pour influencer directement la région dans son ensemble. Les maires locaux restent en charge de leur propre territoire, indépendamment de la Ville de New York. C'est l'une des principales entraves à ce que le maire de New York ne soit le pilote effectif de la région urbaine. Par exemple, on comprend bien que le péage urbain n'est pas dans l'intérêt immédiat de nombreuses municipalités de banlieues qui ne veulent pas voir fleurir des parkings dans leurs paysages. De même, puisqu'il s'agit d'une nouvelle taxe, c'est l'Etat qui doit donner son accord sur ce projet. Tout cela devrait limiter le pouvoir du maire de New York.

Andy Thornley (Londres):

Le fait d'avoir un maire à Londres est finalement assez nouveau, à tel point que la question a été posée de savoir le type de maire que l'on souhaitait. Le maire de Londres est moins puissant que celui de New York. Il n'en est cependant pas moins très visible, même si son pouvoir est limité. Néanmoins dans le cas de Londres, le leadership politique s'est trouvé largement conforté après une absence assez longue. Dans le contexte de la mondialisation, les villes se cherchent une « voix », une image et une vision qu'un maire peut très bien incarner. Le cas de Paris avec son maire puissant a été proposé pour Londres. Ce qui est assez intéressant c'est que c'est le secteur privé qui a porté ce mouvement pour établir une voix, un leader urbain.

Il a été décidé par le gouvernement d'avoir un maire élu directement ce qui transformait considérablement la tradition avec l'objectif avoué d'améliorer la transparence autour du maire. C'est le maire qui en sa qualité d'élu au suffrage universel direct endosse la responsabilité de la politique du territoire sous son autorité. C'est ce que 65 % des résidents ont souhaité lorsque le référendum a été proposé. C'est finalement le gouvernement national Labour qui a concrétisé ce mécanisme en faveur d'un maire fort, ce qui a offert au maire en poste une légitimité lui permettant de se détacher de son parti, et de se démarquer.

Pour autant, être doté d'un certain leadership politique ne suffit pas automatiquement à produire une vision stratégique ! A Londres, le maire a commencé par des politiques très concrètes pour satisfaire son électorat et se faire réélire. Il s'est concentré sur le péage urbain, sur le système de bus et sur les pigeons de Trafalgar Square. Il ne s'est intéressé aux aspects stratégiques que plus tardivement. Dans ce contexte, une bonne part des politiques en matière d'environnement par exemple ont été initiées par le niveau

national et non par les maires. Ken Livingstone en a profité pour asseoir sa légitimité métropolitaine en y consacrant son énergie. C'est notamment grâce aux caractéristiques du modèle avec un maire élu qui est le patron de l'exécutif : l'assemblée n'a jamais qu'un pouvoir limité, son rôle est secondaire, et s'en tient souvent à la simple vérification et à l'émission d'avis. Au total, pourtant, on retiendra que si Ken Livingstone est assez influent dans son périmètre, tout cela est limité fortement par le niveau national qui compte encore beaucoup.

Motoki Toriumi (Tokyo) :

A la différence de New York, le gouverneur a abandonné son ambition nationale. En 10 ans, trois maires se sont succédés à la tête du gouvernement métropolitain. Monsieur Suzuki, homme du ministère d'Etat, fonctionnaire, n'a jamais nourri une grande ambition et son charisme est resté réduit. Monsieur Hiroshima, ancien comédien, a toujours été plus charismatique et a joué sur ce trait, notamment lorsqu'il a développé un festival du front de mer qui est devenu populaire et a renforcé sa popularité. Enfin, Monsieur Ishihara, appartenant à un parti de droite, reste lui aussi fortement charismatique.

Note : Le gouverneur est élu au suffrage universel direct. 23 arrondissements sont élus.

Question 3 : L'Etat est très présent dans la vie de ces métropoles. Partagez-vous cette analyse et si oui considérez-vous cela comme nécessaire et à quelles conditions ?

Paul Kantor (New York) :

Le système fédéral est très décentralisé, tout particulièrement dans la région de New York. Cependant, le système métropolitain de New York dépend largement du gouvernement des Etats, qui fonctionnent pratiquement à l'équivalent d'un gouvernement national : il s'agit dans ce cas de l'Etat de New York et de celui du New Jersey en particulier. On peut reconnaître qu'ils ont un rôle important dans les projets de développement économique, comme par exemple, pour la construction d'un immeuble de grande hauteur, d'un centre commercial. Aucun de ces projets ne peut se réaliser sans l'accord du gouvernement. Le gouvernement de l'Etat fédéré intervient quotidiennement pour des problèmes importants mais aussi plus secondaires. Et ceci pour deux raisons. Tout d'abord, le gouvernement fédéral finance de moins en moins les questions urbaines. Depuis 15 ans, notamment en raison des guerres du Moyen-Orient, la priorité n'est plus aux villes et aux régions. Deuxièmement, l'Etat de New York est très dépendant de la santé économique de New York qui est à ce titre trop stratégique pour que le gouvernement du New Jersey ou de la ville de New York développent des politiques de

leur côté. C'est finalement pas si différent que le gouvernement national français qui intervient aux niveaux local et régional, en particulier lorsqu'il s'agit d'enjeux économiques. Le contrôle, par exemple pour l'utilisation du sol, est ainsi réalisé par l'Etat de New York grâce à la création d'organismes publics, appelés "public benefit corporations" dans la région de New York) où l'Etat est largement représenté. Ces *corporations* ont les compétences pour s'imposer sur l'affectation des sols au niveau local et ont le pouvoir financier pour convaincre les élus locaux d'accepter de satisfaire aux souhaits de l'Etat. (Note : Paul Kantor a utilisé le terme "to bribe local elected representatives" laissant une ambiguïté dans la traduction entre "convaincre" et "acheter").

Andy Thornley (Londres):

Deux niveaux doivent être distingués : celui de l'imagerie commune et la réalité. Ken Livingstone est populaire et semble être tout puissant. La réalité est différente. Le contrôle du gouvernement national central a été redéfini dans son ensemble. L'Etat-Nation s'affaiblit et l'on assiste à une réorganisation des relations de pouvoir à Londres. Pour autant l'Etat continue de maintenir ses leviers de contrôle. Le gouvernement Blair a initié une décentralisation qui a renforcé les compétences de Londres (budget pour le renouvellement urbain, pour la police urbaine, la stratégie métropolitaine). Cependant la stratégie nationale reste soumise aux directives nationales (*national policy guidance*) ainsi qu'aux décisions en matière d'infrastructures importantes. Par exemple, le maire n'a pas la marge de manœuvre réglementaire pour déplacer les fonds d'une ligne budgétaire à une autre ou pour développer un nouvel impôt, si ce n'est celui portant sur le péage urbain. Tous les projets d'infrastructure proposés par le maire sont donc soumis à approbation et financement du gouvernement central. Ce qui est compliqué d'autant plus, qu'au-delà des intérêts pas forcément convergents entre le maire et le gouvernement, au sein du gouvernement, il peut y avoir, à l'occasion de tels projets de financement d'infrastructures par exemple, des désaccords sérieux. S'il y a recomposition de l'Etat-Nation, il continue de conserver les moyens de contrôle sans plus avoir à s'encombrer des détails pratiques des politiques mises en places.

Motoki Toriumi (Tokyo) :

L'Etat est présent à Tokyo dans les domaines pour lesquels il jouit d'une situation de force, mais reste franchement absent dans des secteurs où il est plus faible. C'est ainsi que dans les secteurs où les logiques de marché sont puissantes, où les intérêts financiers sont aiguisés, l'Etat est très impliqué. Par exemple, l'Etat est très présent lorsqu'il s'agit d'imposer des dérogations de coefficient d'occupation du sol dans le quartier central de Marunochi alors qu'il est finalement plutôt absent dans les zones

périphériques ayant moins d'enjeux économiques et financiers. Le plan national est une orientation fournie par le gouvernement qui s'impose au gouvernement de Tokyo. Mais en matière de mise en pratique, l'Etat s'impose dans le secteur des transports pour lequel il a les compétences, mais pas dans les politiques de quartiers ou paysagères.

Question 4 : les relations entre milieux économiques et pouvoirs politiques sont des facteurs déterminants pour caractériser la gouvernance des métropoles. La participation directe des chefs d'entreprises, et notamment des grandes entreprises, est-elle une réalité ? Y a-t-il une mobilisation des acteurs économiques qui peuvent conférer une cohérence politique à la région métropolitaine ?

Paul Kantor (New York) :

Si l'on s'intéresse aux partenariats entre gouvernements locaux et monde des affaires, c'est vrai que ce dernier joue un rôle clé en raison du caractère très décentralisé de la gouvernance des systèmes métropolitains aux Etats-Unis. Les impôts locaux sont la première source de revenus des institutions locales, de telle sorte que les taxes pesant sur les entreprises sont déterminantes pour les politiques publiques. Dans ce contexte, les entreprises mettent en concurrence les autorités publiques compétentes les unes avec les autres, en espérant obtenir la meilleure offre fiscale en contrepartie des emplois qu'ils apportent. La relation est donc puissante.

Cependant, je ne crois pas qu'il soit justifié de voir le monde des affaires comme un monde doté d'un rôle puissant dans l'exercice du leadership au niveau régional. Il y a une différence sensible entre la recherche de subventions ponctuelles et la mise en place d'un leadership régional pour la région entière. Le monde des affaires s'organise au niveau local mais pas régional. A New York, le partenariat avec l'équivalent des chambres de commerce est limité à un niveau très local et non pas régional. Le monde des affaires ne s'organise pas de lui-même pour s'attaquer aux enjeux métropolitains.

Par exemple, une étude récente s'est intéressée à la capacité de New York de lutter en matière de fiscalité locale contre Londres. Des directeurs d'entreprise de l'industrie financière ont été entendus : lorsqu'il s'est agi des enjeux régionaux, le rapport est resté remarquablement muet. Les réformes de la réglementation en matière de finance et les liens avec le maire de New York étaient les priorités pour ces derniers, pas les questions régionales. Le monde des affaires n'est tout simplement pas bien organisé pour se projeter à l'échelle régionale. Finalement, les entrepreneurs semblent plus intéressés par les affaires à faire aujourd'hui que par les affaires de demain, celles qui se jouent au niveau régional.

Andy Thornley (Londres):

La raison pour laquelle l'industrie financière de Londres est plus performante que celle de New York, c'est peut-être parce que le monde des affaires londonien est mieux organisé que celui de New York !

Nous n'avons pas de taxes locales sur les entreprises, il n'y a donc aucune forme d'encouragement direct poussant à une collaboration étroite entre les institutions locales et le monde des affaires. Par contre, le monde des affaires s'organise pour défendre ses priorités en matière de politique régionale. Historiquement, les chambres de commerce locales ne se sont jamais intéressées qu'au tissu économique de petite taille, leur influence est informelle. Aujourd'hui, l'impact de la globalisation se traduit par une transformation des objectifs portés par le monde des affaires qui s'est déplacé au niveau du grand Londres avec la mise en place d'une association d'entreprises à cet effet : London First. Cette association s'efforce de nourrir les priorités stratégiques pour Londres. Les membres sont des entreprises de la promotion immobilière, des développeurs d'infrastructures et des banques. A la fin des années 1990 ils ont poussé pour une approche plus stratégique de Londres et ont pleinement collaboré avec le gouvernement central. Des institutions plus locales étaient d'ailleurs aussi parties prenantes comme à la City ou dans les Docklands. Puis, avec l'élection du maire, le secteur privé s'est adapté. Les entreprises ont proposé leur propre stratégie pour Londres qu'elles ont soumis à ce dernier. Elles se sont aussi dotées d'une organisation commune. Le maire a répondu très favorablement à ces initiatives ravi de pouvoir s'entretenir avec un secteur privé organisé qui lui proposait un plan économique stratégique clé-en-main dont il pourrait se servir comme alternative au projet du gouvernement central. Certains représentants du monde de l'entreprise furent même nommés conseillers auprès du maire.

Il reste toutefois très difficile de mesurer l'impact de ces démarches. Ce qui est certain c'est que le maire a adopté la vision stratégique pour faire de Londres une ville globale compétitive qui provenait du lobby du monde des affaires. Le secteur privé semble aussi capable de peser sur l'agenda politique dans certains domaines (les transports, la formation, etc.) même s'ils ne s'intéressent pas à la mise en œuvre dans ses moindres détails.

Motoki Toriumi (Tokyo) :

Les milieux économiques sont très présents, et tout particulièrement par leur capacité à peser au niveau étatique. La politique de "Renaissance urbaine" que j'ai déjà mentionnée a été poussée par une Commission de l'Economie et de la Finance, dont la majorité des membres représentaient des grandes entreprises. De la même manière, la commission

pour la réglementation de l'urbanisme est aussi très influencée par les milieux économiques, notamment par des promoteurs privés.

Discussion avec la salle

Question 1 : (Hervé Dupont) : On s'intéresse de plus en plus aux questions de développement durable. Comment cette question est-elle traitée à l'échelle métropolitaine ?

Andy Thornley : Le développement durable a gagné en importance depuis 1999 avec l'acte de foundation de la GLA. Toutes les politiques mises en œuvre doivent au préalable avoir été soumises à une vérification en matière de durabilité. Par ailleurs, la qualité de l'air, le contrôle du bruit, la biodiversité et la maîtrise des déchets doivent être systématiquement prises en compte. C'est donc devenu quelque chose de très central dans la formulation des politiques de la GLA. Dans les premiers jours, toutes ces politiques étaient encore secondaires, face notamment aux questions d'économie et de transports. Ceci parce que le maire visait sa réélection quatre ans après. Maintenant que sa position est plus stable, il y accorde une importance croissante en essayant même de se forger une image de chef de file international du développement durable. Le réchauffement climatique est une des clés de voûte du nouveau plan de développement, en particulier avec les règles strictes appliquées au secteur privé.

Motoki Toriumi (Tokyo) :

Le développement durable ? Ce n'est pas central franchement central, en particulier en matière de gestion du renouvellement et du développement urbain à Tokyo. Je dois le dire il me semble plutôt que le développement en cours devient de plus en plus insoutenable.

Paul Kantor (New York) :

Il n'y a pas un plan de développement durable aux Etats-Unis, et encore moins dans la région de New York. Par contre l'on observe des politiques qui visent à améliorer la qualité environnementale. Ceci est lié au gouvernement national qui a fait passer des lois pour un contrôle plus strict depuis les années 1970. L'environnement s'en est trouvé amélioré. A New York en particulier, le développement durable a pris de l'importance dans certains débats. C'est ainsi que la Ville de New York ne souhaitant pas devoir payer pour de l'eau filtrée en raison de la pollution liée à l'urbanisation de sa région, s'est engagée dans une politique d'achats de foncier en dehors de son périmètre pour se

garantir une eau saine, et éviter dans le même de devoir payer des taxes croissantes liées au filtrage des eaux.

Question 2 : Les partenariats publics-privés dans les infrastructures sont-ils efficaces pour développer la gouvernance entre les acteurs publics et privés ?

Andy Thornley :

Les partenariats public-privé (PPP) sont anciens à Londres. Plus aucun projet ne se fait sans un PPP dont en réalité on trouve de nombreuses formes selon le degré de contrôle de chacun des partenaires. C'est désormais une pratique acceptée que les fonds privés sont nécessaires pour le développement et qu'en retour le secteur privé a besoin de la stabilité du soutien public. Ce qui pose éventuellement problème, c'est la nature des relations de pouvoir que cela peut créer. Par exemple, les Initiatives de Finance Publique (*Public Finance Initiatives*) ont été fortement critiquées en raison de leur caractère à très long terme qui n'est pas modifiable. De telle sorte que si le principe est accepté, ce sont les modalités de la mise en œuvre concrète des PPP qui peuvent faire débat. C'est ainsi que de nombreux projets ont été critiqués en raison de l'importance accordée au privé.

Motoki Toriumi (Tokyo) :

L'importance de l'imbrication des enjeux privés et publics est forte au Japon. Le PPP est une forme dominante de l'action publique.

Paul Kantor (New York) :

Depuis les années Reagan, le rôle du secteur privé s'est accru. La plupart des initiatives publiques aux Etats-Unis sont appuyées sur la participation privée ou le financement par le secteur privé. Le concept de PPP pour la gestion du logement, du développement, de l'économie, est devenue la norme. A tel point que Central Park par exemple est géré par une organisation privée qui est financée par des organismes privés à hauteur de la moitié en partenariat avec le département des parcs de la municipalité. Bien sûr, la généralisation des PPP a laissé bien des trous et des vides. Le secteur privé n'a pas répondu de manière satisfaisante aux difficultés régionales, en particulier en matière de logement. Le secteur privé du logement social a été laissé pour compte mais finalement pas les parcs et jardins de la ville !

Question 3 (Ariane Azéma) : Les questions économiques sont au coeur de l'analyse proposée ici. Cette situation induit-elle un idéal métropolitain avec un pouvoir plus

personnalisé, dans une stratégie plus compétitive, où la question sociale est moins portée en avant ? Qu'est-ce qui pourrait perturber cela ?

Paul Kantor (New York):

Disons-le d'emblée, je ne crois pas que la mondialisation impose une convergence mécanique entre les villes et les régions. Les travaux suggèrent au contraire la variété remarquable des situations des villes face à la compétition accrue résultant de la mondialisation. L'une des explications de la capacité de certaines municipalités à se développer et attirer des emplois alors que d'autres échouent en la matière, tout particulièrement dans la région de New York, est que les salariés très qualifiés à haut revenu du district financier ne se déploient pas dans toute la région. Beaucoup de villes françaises ont mieux réussi me semble-t-il parce que les institutions locales ne se font pas la guerre pour l'emploi. Aux Etats-Unis et au Canada, tous les gouvernements locaux y sont contraints pour financer leurs projets. Il n'y a plus de développement par le secteur privé sans d'importantes subventions accordées aux promoteurs. C'est simple de jouer une institution locale contre une autre. Voilà ce qui crée de telles divergences au sein de la région. Donc non, je ne crois pas que mondialisation rime avec homogénéisation des villes.

Motoki Toriumi (Tokyo) :

Le terme de mondialisation est connoté très négativement au Japon. Les Japonais ont peur de la mondialisation. Le gouverneur de Tokyo est à leur image. Le premier principe de l'aménagement régional est de faire front face à la mondialisation. En terme d'élaboration du Plan d'Occupation du Sol, il faudrait certainement imiter Paris, ce qui dans ce cas correspondrait à une forme d'homogénéisation !

Andey Thornley (Londres) :

Toutes les villes sont sous pression. Les élus décident en leur âme et conscience des réponses qu'ils souhaitent apporter. La volonté politique est à ce titre déterminante. De quoi depend-elle ? Des citoyens pour une bonne part. A Londres, il y a une politique qui vise à faire de la région l'une des plus compétitives du monde. Le véritable enjeu est alors la capacité à réguler ce développement économique. En particulier, les questions sociales et environnementales qui sont désormais cruciales aussi pour la bonne marche d'une économie régionale.